

Forum de ce numéro (pages 3 à 14)

Comment j'espère l'après-coronavirus

Editorial

Oui à la défense nationale, mais autrement!

Le 27 septembre prochain, le peuple suisse sera appelé à accepter ou à refuser un crédit de 6 milliards de francs pour l'achat de nouveaux avions militaires (en réalité 18 à 24 milliards si l'on tient compte de l'entretien des appareils pendant 30 ans). Mais il ne pourra pas se prononcer sur le nombre d'avions ni sur le type choisi.

A l'heure où la Confédération doit dépenser des dizaines de milliards de francs pour redresser l'économie à la suite de la pandémie du coronavirus, au moment où les collectivités publiques vont manquer d'argent en raison de la très nette baisse des rentrées fiscales, les dépenses militaires envisagées sont tout simplement indécentes.

Il faut cesser de prendre les Suisses pour des moutons et de leur faire croire que le pays doit se défendre militairement. Contre qui? Nos voisins, l'Allemagne,

l'Italie, la France et l'Autriche, ne manifestent pas la moindre velléité d'invasion. A moins qu'on ait peur du petit Liechtenstein! Il faut bien sûr assurer la sécurité de l'espace aérien du pays mais, pour cela, il n'est pas nécessaire de disposer d'avions valant chacun plusieurs dizaines de millions de francs. La conseillère fédérale Viola Amherd est sympathique mais elle se trompe complètement lorsqu'elle prétend qu'il n'y a pas de plan B. Ce serait pourtant si simple: il suffirait de revoir à la baisse le nombre et le coût des avions.

Il est indispensable de consacrer une partie des dépenses de l'armée pour faire face à des dangers bien réels: les épidémies, les cyberattaques, les catastrophes naturelles. Ce n'est pas avec des avions de combat ou des chars d'assaut qu'on stoppera le Covid-19, qu'on se protégera de ceux qui veulent détraquer notre système informatique ou qu'on rebâtera les maisons qui ont été emportées par des glissements de terrain ou des avalanches.

En 2019, le monde a consacré 1917 milliards de dollars en dépenses militaires. Avec une petite partie de cet argent, on aurait pu éradiquer la plupart des maladies qui déciment la population de certains pays (par exemple la lèpre). Malheureusement, la plupart des gouvernements sont davantage préoccupés de faire joujou avec des armes que de penser à la santé de leur peuple.

Une bonne nouvelle pour terminer: le Conseil national, grâce aux voix de la gauche et d'une partie du PDC, a renoncé à durcir les conditions d'admission dans le service civil. Les milliers de civilistes suisses jouent un rôle très important, tant dans la santé que dans le social et la culture. Pendant la pandémie du Covid-19, on a pu apprécier leur engagement et leur efficacité.

Prévenus, vous l'étiez!

Un avion, c'est indigeste
Je m'insurge et conteste.
Pour défendre qui? Défendre quoi?
Un bataillon de chômeurs?
Une armée de sans emploi?
Car miser sur la croissance
Retour en arrière, misère
Danger pour la société
Ce ne sont plus nos critères!
Bannir la compétition
Enfants de toutes les nations
Attention, révolutions!

Emilie Salamin-Amar

Rémy Cosandey

Multinationales: fléaux pour la planète et l'humanité

Les multinationales (Syngenta, Bayer, BP, Texaco, Total, Val, Glencore et bien d'autres) polluent, empoisonnent, championnes d'émissions de gaz à effet de serre. Elles monopolisent le carburant, la fabrication de matières plastiques, de médicaments, de semences, de produits phytosanitaires et agroalimentaires, ainsi que l'eau, le charbon, le nucléaire, les constructions, les télécommunications, les armes et j'en passe.

Elles se dressent contre toutes formes de protection de la planète et des droits humains. Elles chassent celles et ceux qui s'y opposent en faisant pression sur les gouvernements. Elles sèment la destruction et la mort sur leur passage, privant des millions d'êtres humains du minimum vital en pillant leurs ressources. Leur rapacité

repose uniquement sur l'anéantissement de tout ce qui est vital pour la protection de la vie sur terre.

Malheureusement, les multinationales entretiennent savamment la cupidité, l'égoïsme, la tiédeur, l'indifférence, l'ignorance, la médiocrité. Elles sont passées maître dans l'art de manipuler l'humanité et à seule fin de nous uniformiser. De nous transformer en robot. Redressons-nous, restons des êtres humains libres et conscients, rejetons en bloc cette pensée ultra-libérale dévastatrice.

La Suisse, berceau de ces sociétés, plus de cent soixante! Notre pays serait-il devenu une tumeur cancéreuse qui répand ses métastases sur la planète?

Souhaitons que le coronavirus soit une source d'inspiration pour un monde où l'économie n'est plus une nuisance, mais au service de l'être humain. Les 750 milliards de fortune qui dorment dans les coffres suisses, fortune produite par les 300 familles les plus riches de Suisse, mourraient, en ces temps de crise, soulager bien des misères cachées et visibles. Qu'on se le dise.

Alain Guillez, Tavel

Rédaction – Le peuple suisse se prononcera prochainement sur l'initiative «Pour des multinationales responsables». N'oubliez pas de voter oui pour faire cesser l'exploitation des êtres humains, ainsi que la pollution et les atteintes au climat.

A nos mamans

Quand je les vois souffrir
Par milliers ces vieillards
Captifs des avatars
Qui les feront mourir.

Je pense avec tristesse
A toutes les mamans
Qui vécurent, en leurs temps
De plaisantes vieillesse.

Maintenant c'est la Mort
Travestie en virus
Que ces sinistres intrus
S'emparent de leurs corps.

Elles toussent en bavant
Et nul ne les soulage
Refusant qu'à leur âge
On gâche de l'argent!

Alors, ces mères meurent
Après de longs supplices
Cloîtrées dans leurs Hospices
Bannies de leurs demeures.

Lorsque étaient âgées
Vivaient dans leurs foyers:
Pour hausser, leurs loyers
Ont été délogées!

Elles ne pensent pas
Leurs cerveaux sont en grève!
Mais revivent en rêves
Leur passé ici-bas.

Leurs souvenirs perdus
Ces trésors de la Terre
Les enfants de ces mères
Ne s'en souviendront plus!

Ils croupiront longtemps
Au fond de leurs armoires
La mort prend leur mémoire
Et la disperse au vent!

Ces mamans qu'on aimait
Ont peuplé notre Terre
Mais voici qu'une guerre
La dépeuple à jamais!

En hâte on les enterre
Pour les faire oublier
Sans pleurs, ni déposer
De bouquets sur leurs bières!

Des cliques d'abrutis
Mais plus cupides, en somme
Plutôt que choyer l'Homme
Par mépris l'ont détruit!

François Iselin

Des millions et des milliards

Les médias en ont abondamment parlé: il y a, au 31 décembre 2019, 438.000 millionnaires en Suisse (et il n'a pas été pris en compte la maison habitée par le propriétaire). Il y a aussi 7 à 800.000 personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté. Cherchez l'erreur!

En quittant le Conseil fédéral, Christoph Blocher avait renoncé à sa rente à vie de 225.000 francs par année. Et voilà qu'il la réclame aujourd'hui avec effet rétroactif. Provocation ou indécence? Toujours est-il que le Conseil fédéral a accepté d'entrer en matière malgré les réticences de plusieurs expertises juridiques. Il ne faut pas s'étonner que beaucoup d'électeurs ne vont pas voter en disant «*De toutes façon, ils font ce qu'ils veulent!*». Le Conseil fédéral vient de commettre une grave faute en versant 2,7 millions de francs à une personne dont la famille possède une fortune de 13 milliards (13.000 fois un million) de francs.

Un lecteur

Ils ont collaboré

En plus des membres du comité rédactionnel, les personnes suivantes se sont exprimées dans ce forum consacré à l'après-coronavirus:

Cosandey Roger, ancien secrétaire romand de la Fédération suisse des aveugles, Lausanne

Renk Hans-Peter, conseiller général, militant de solidaritéS, Le Locle (NE)

Tafelmacher Georges, restaurateur de meubles, Pully (VD)

Vara Céline, conseillère aux Etats, Cressier (NE)

Vuillaume John, enseignant, Boudry (NE)

et les auteurs du Manifeste 2020.

Comme d'habitude, les citations ont été choisies par le rédacteur.

Le coronavirus servira-t-il de leçon?

Le titre de ce forum est clair. Il ne s'agit pas d'expliquer les précautions à prendre pour lutter contre la propagation de la pandémie, ni d'exprimer sa crainte que l'après-coronavirus risque d'être comme avant lui mais en pire. Nous avons demandé à nos contributeurs d'exprimer ce qu'ils espèrent, sachant que les utopies d'aujourd'hui sont les réalités de demain.

Pour enrichir la réflexion, nous avons sollicité quelques personnes qui ont des propositions précises sur la préservation de l'environnement, sur le réchauffement climatique ou sur le fossé qui s'élargit entre les riches et les pauvres. Nous partageons également les préoccupations exprimées dans le Manifeste 2020 que nous publions intégralement en page 12.

Par ce forum, nous espérons participer au réveil du peuple suisse que nous appelons de nos vœux. Il faut à tout prix contrer ceux qui désirent faire payer la crise aux plus pauvres. Il est nécessaire de promouvoir une véritable solidarité et de demander à chacun un effort en proportion de ses moyens: la vendeuse qui donne 20 francs à la Chaîne du Bonheur fait un geste plus généreux que le milliardaire qui verse un million de francs.

Le coronavirus servira-t-il de leçon? Le réponse tient en une interrogation: les Suisses conserveront-ils leur individualisme et leur égoïsme ou comprendront-ils que l'argent et le consumérisme ne sont pas des valeurs qui doivent asphyxier toutes les autres?

Emilie Salamin-Amar et Rémy Cosandey

L'après-coronavirus: une opportunité pour l'environnement!

Cette période étrange que nous venons de vivre a suscité en chacune et chacun d'entre nous des réflexions profondes sur notre société. Plusieurs constats me semblent faire l'unanimité.

1. Un retour à une consommation locale (et bio!)

La mondialisation de notre économie est sans aucun doute une des raisons de la crise que nous sommes en train de traverser. Les mouvements des personnes et des biens à travers le globe ont participé à l'accentuation du problème; la population l'a bien compris. C'est probablement la raison principale pour laquelle cette période de semi-confinement a été marquée par un intérêt prononcé pour les commerces de proximité. Les épiceries locales, les ventes à la ferme, le marché, etc., ont vu apparaître une nouvelle clientèle qui s'est instinctivement tournée vers des produits «sûrs», bien de chez nous. On y a découvert ou redécouvert la qualité, la fraîcheur, le partage, le plaisir (surtout!) et la fierté de manger éco-responsable.

2. Un regain de la mobilité douce

Les magasins de vélos et les pistes cyclables se sont retrouvés envahis de nouvelles utilisatrices et de nouveaux utilisateurs. Les espaces de ventes de matériel de sport ont vendu un nombre record de vélos électriques ces dernières semaines. Plusieurs villes comme Genève ou Lausanne

ont augmenté la taille et le nombre de pistes cyclables dans leurs rues et les habitant-e-s prennent du plaisir à se déplacer à vélo ou à pied dans ces villes qui ont été, pendant les mois de mars et avril, quasiment vidées de leurs habituels flots bruyants et polluants de voitures.

J'espère que nous réussirons à gérer la crise au profit de la transformation. Je souhaite que nous puissions utiliser les immenses investissements nécessaires pour affronter l'avenir de manière plus solidaire et plus verte.

Balthasar Glättli
Président suisse des Verts

3. Des mouvements de solidarité sans précédent

Au lendemain de l'annonce du Conseil fédéral de limiter l'exposition des personnes à risque au virus, des comptes Facebook ou Instagram connectant les personnes dans le besoin avec les personnes pouvant offrir de l'aide, ont fleuri. A tel point que l'offre dépassait la demande. Cer-

taines et certains offraient de l'assistance informatique à distance, les autres de faire les courses ou encore de garder les enfants. Un élan de solidarité intergénérationnelle sans précédent.

Ces constats sont plutôt réjouissants pour les écologistes, qui prônent une économie durable et locale, un environnement moins agressé et une société plus solidaire depuis 1974. Et si nous avons été déçu-e-s de voir réapparaître des plastiques à usage unique et les emballages individuels des aliments dans les grandes surfaces, les récents résultats des élections françaises démontrent sans appel que l'écologie, ses fondements, sa nécessité et son urgence, ont été renforcés par cette crise. A celles et ceux qui ces derniers mois ont claironné trop vite sur la place publique que la protection de notre planète était un sujet du passé, une simple mode remise au placard, je leur réponds: il ne fait nul doute que la construction du «monde d'après» se fera avec l'environnement et non au détriment de celui-ci. Parce que tel est ainsi notre avenir ou il ne sera pas.

Céline Vara

George Orwell (ndlr: l'auteur du livre «1984») est la mauvaise conscience de cette gauche qui a tout accepté, les dérégulations, le libre-échange, le creusement des inégalités, la destruction des classes moyennes et des classes populaires.

Natacha Polony
Directrice de la rédaction de *Marianne*

Espoir peine perdue «Du passé simple au futur compliqué»

Si Georges Tafelmacher ne répond pas à la question posée par une débauche de positivisme ou par un espoir quelconque de ce qu'on ose espérer, c'est qu'il veut exprimer ses soucis face à ce «monde d'avant» qui se profile malgré nos demandes et nos espoirs de changement. Tout en sachant que cela déborde quelque peu du thème choisi, il croit qu'il est vraiment nécessaire de mieux comprendre l'état dans lequel nous nous sommes fourrés pour pouvoir trouver les moyens de s'en sortir.

On nous demande comment on espère l'après-coronavirus et après avoir lu les recommandations patronales¹, j'ai compris qu'il n'y aura aucune remise en question du mode de vie qui a prévalu à cause de la montée inexorable et dominatrice du néolibéralisme tout puissant. Au contraire, nonobstant des conséquences néfastes constatées à cause de cette politique économique, la persévérance du patronat à poursuivre dans son idéologie nous laisse songeurs.

En effet, selon ses recommandations, nous pouvons en déduire que, pour préserver notre prospérité, il faille :

- accepter la situation écologique catastrophique actuelle,
- se laisser séduire par les apparences insidieuses de la consommation,
- supporter beaucoup plus de circulation sur les routes et un ciel obscurci par le trafic aérien,
- accepter le bruit et l'agitation,
- vouloir le retour à une vie compliquée et au commerce globalisé,
- affirmer que la société est celle de la consommation dont nous serions les consommateurs...

Cette perception est trompeuse et néolibérale.

De plus, le patronat instrumentalise cette crise et fait de nous, les citoyens pensants et agissants que nous devrions être, des idéologues gauchisants dont le seul but serait de casser la belle mécanique qu'ils nous a imposée. Ils ont repris la main et, malheureusement, la plupart des gens les suivent par peur de perdre cette prospérité qui ruine le monde. Ces patrons font le procès des alternatifs

en les accusant d'être des idéologues. Mais ils oublient que leur vision de l'économie est une idéologie, celle qui nous a amené les crises que nous subissons actuellement. Le Covid-19 a surtout eu pour effet d'enfermer les idéologues néolibéraux dans leurs certitudes, obnubilés qu'ils sont par l'objectif économique qu'ils poursuivent. Tout doit plier devant cette idéologie et lui être subordonné, l'économie supplantant toute autre considération. Il s'ensuit donc que les alternatives, même pragmatiques, ne peuvent être développées car assimilées à de l'idéologie politique et donc à un affrontement à leur idéologie.

Plus je lis sur le coronavirus, sur les stratégies de lutte, sur le confinement et ses conséquences à terme, plus je trouve la controverse, et plus je suis dans l'incertitude. Alors il faut supporter «toniquement» l'incertitude. L'incertitude contient en elle le danger et aussi l'espoir.

Edgar Morin

Nous, les citoyens conscients, humanistes et objectivement progressistes, nous ne voulons plus d'une société qui pille la planète. Nous ne voulons plus d'une société gérée par la seule économie néolibérale qui domine et exploite à outrance. Nous ne voulons plus d'une société basée sur l'apparence où l'individualisme prime pendant que d'autres, dont des enfants, ne savent pas ce qu'ils mangeront demain. Nous ne voulons plus d'une société où certains gagnent des millions alors que nos agriculteurs et notre système médical crèvent. Nous

ne voulons plus d'une culture pour une élite mais de la joie, de la bonne humeur, de l'épanouissement pour toutes et pour tous. Nous souhaitons du cœur, de l'entraide, de la solidarité et pour cela, nous souhaitons repenser demain et non pas continuer dans les mêmes directions qu'avant. Hélas, cela nous fait tomber dans la catégorie des «bisounours» utopistes et idéalistes.

Nous aimerions dire aux patrons qu'avant de tout reprendre «comme avant», qu'il nous faudrait réfléchir aux conséquences d'une reprise qui n'aurait pas pris en compte les leçons de cette crise et qu'il faudrait profiter des temps chamboulés que l'on traverse pour promouvoir les révolutions en vue de changer notre société. Cette réflexion politique serait nécessaire pour dégager nos priorités mais comme le patronat n'en veut pas, seule l'idéologie néolibérale prévaut et le travail de redémarrage incombera aux seuls responsables politiques de la majorité droite, excluant d'emblée la participation de tous les acteurs sociaux et citoyens dans ce consensus. D'autant plus qu'il sera très difficile de faire cet exercice avec ces gens d'une seule idée... économique...!

Ce qui se passe aujourd'hui est un énorme avertissement. Nous DEVONS repenser notre société pour demain, pour nos enfants pour leur laisser un monde viable, vivable, humaniste et solidaire...

Georges Tafelmacher

¹ à lire: <https://www.centrepatronal.ch/documents/documents-utiles/cp-2020-04-15-fr.pdf>

A méditer

Quand on connaît l'ampleur des sacrifices supportés par les plus humbles, quand on mesure l'indigence des moyens accordés à ceux que l'on a baptisés de «héros du quotidien», il est indécent de ne pas mettre les privilégiés à contribution et de compter seulement sur leurs dons (défiscalisés). Comme disait Victor Hugo: «Il y a la charité quand on n'a pas réussi à imposer la justice».

Jack Dion, Marianne, du 29 mai au 4 juin

Entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, entre le maître et le serviteur, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit.

Lacordaire

Et après pour les handicapés?

En ces jours où le déconfinement a commencé, les médias et le public se demandent si la crise due au coronavirus va changer quelque chose dans nos vies et dans la société. Pour ma part, je ne crois pas à une modification rapide et radicale des habitudes et des attitudes car l'histoire est lente et ce n'est certainement pas une coupure de quelques semaines qui va engendrer des changements importants. Depuis quelques décennies, la société occidentale s'est considérablement modifiée mais des modifications ne sont pas survenues brutalement mais résultent d'une lente évolution des mœurs et des mentalités.

J'aimerais illustrer mon propos par deux exemples concrets. Parvenu à l'automne de mon existence, je tente parfois de faire le point sur ce qui n'est plus comme lorsque j'étais jeune. En tant que personne aveugle, j'ai souvent apprécié la solidarité de l'homme ou de la femme de la rue qui me proposait un coup de main, par exemple pour localiser une place libre dans un transport. Depuis quelques années, cette bienveillance n'est plus ce qu'elle était, non pas par volonté délibérée de la population mais parce que chacun a le nez plongé dans son smartphone et ne voit plus si un voisin a besoin d'une aide ponctuelle.

D'ailleurs, de nos jours, où les amalgames sont la règle, fait-on encore la distinction entre les besoins spécifiques des personnes que l'on qualifie de «handi-

capées»? A mon sens, ce terme n'est pas cohérent car il désigne des situations fort différentes qui ne peuvent requérir des réponses identiques. Je lisais l'autre jour un article relatant les efforts consentis par les compagnies de transports pour faciliter l'accès des «handicapés». Mais on ne précisait évidemment pas quel était le besoin des personnes en question. On peut imaginer qu'il s'agissait en l'occurrence d'usagers de fauteuils roulants. Et qu'en est-il de toutes celles et tous ceux qui ont des besoins différents? Si je réclame par exemple des annonces sonores dans les transports, on me répondra que l'on a déjà tenu compte des exigences formulées par les personnes handicapées. Je ne pense pas que la crise actuelle va faire mieux comprendre que le terme «handicapé» désigne des situations complexes et incomparables qui requièrent des réponses spécifiques.

Au fond, j'aurai eu une belle vie. Les personnes handicapées devraient se concentrer sur les choses que leur handicap ne les empêche pas de faire, sans regretter ce qu'elles sont incapables de faire.

Stephen Hawking,
La brève histoire de ma vie

Tout le monde a envie que des changements interviennent pour mieux

répondre aux aspirations de la population. Le gros problème que nous affrontons dans notre pays réside dans l'indifférence des citoyens qui ne croient pas utile de se prononcer lors des consultations, qu'il s'agisse d'élections ou de votations. Et ceux qui s'abstiennent sont les premiers à critiquer les décisions prises par nos autorités. «*De toute façon*», comme ils disent, «*ils font ce qu'ils veulent*». Remarque stupide s'il en est. Dans une démocratie, le peuple a le droit de s'exprimer mais encore faut-il qu'il le fasse... Il n'est pas juste que 30 ou 40% de la population déterminent la politique appliquée à l'ensemble des citoyens. Il faut que nos concitoyens se ressaisissent ou alors il ne vaudra plus la peine de prétendre vivre en démocratie. Une dictature éclairée ou non s'installerait comme on le voit déjà dans certains Etats. Un changement n'interviendra pas brusquement. Une prise de conscience est nécessaire mais elle ne peut être accélérée.

En résumé, je ne nie pas la possibilité que la société se réforme mais cela requerra des années. Je peux donc affirmer sans crainte de me tromper, «et après...?» Rien de nouveau!

Roger Cosandey

Un monde d'après racialisé ou métissé?

L'ancien Premier ministre français Manuel Valls a affirmé que la lutte des classes était aujourd'hui remplacée par la guerre des races. Indigénistes dénonçant le racisme, communautaristes oeuvrant pour une ségrégation entre religions ou ethnies, le déconfinement a fait logiquement resurgir les revendications identitaires de tout poil, chacun-e ayant dû baigner dans son jus durant des mois, renforçant ainsi ses marottes et ses obsessions, bercé-e par la fréquentation électronique de sites ou de plates-formes qui parlent comme nous, entouré-e de proches qui pensent comme nous.

Ce monde d'après qui n'aura jamais été aussi clivé ne fait guère envie. La diversité qui devient ségrégation n'est pas une perspective réjouissante. Le révisionnisme historique qui se propose

de juger le passé à l'aune d'idéologies anti-racistes d'aujourd'hui et d'y détruire toute trace du suprémacisme blanc inquiète autant que les poussées racistes d'extrémistes de droite qui menacent et tuent des militants des droits humains.

Quand la couleur de peau devient le critère discriminatoire qui peut faire basculer une vie, tant en matière de violences policières, d'accession au logement ou d'opportunités professionnelles, surtout quand celle-ci est foncée, il est sain et nécessaire de le dénoncer énergiquement dans le but de faire disparaître ce type de discriminations.

Mais pas pour séparer les «races», au contraire, mais pour instaurer une égalité réelle stimulant le métissage de nos

populations. L'amour et l'affection plutôt que la haine et la colère.

La race humaine doit sortir des conflits en rejetant la vengeance, l'agression et l'esprit de revanche. Le moyen d'en sortir est l'amour.

Martin Luther King

Non à une société racialisée, oui à un monde métissé!

John Vuillaume

Quelle route pour la durabilité?

Cette crise que nous traversons est déjà entrée dans l'Histoire. Nous pourrions tous dire: je l'ai traversée, de loin ou de très près, y ai survécu, peut-être perdu des proches, sans compter ceux qui auront des «faits d'armes» à raconter et les autres, bien confinés mais pas moins angoissés. On y aura constaté que ce sont les métiers les plus invisibles qui ont su nous faire traverser cette épreuve, avec de bien charmants applaudissements pour se consoler, et saluer d'abord les infirmières et les médecins, puis les caissières, les enseignants, oubliant un peu vite dans la débandade générale, les transporteurs, les nettoyeurs, les employés communaux, les dépanneurs en tous genres.

Il n'y a pas de passagers sur le vaisseau Terre. Nous sommes tous des membres de l'équipage.

Marshall McLuhan,
sociologue et philosophe
canadien

On aura murmuré que, curieusement, ce sont surtout des métiers mal rémunérés, et pourtant vitaux, à la fois si précieux et si vite oubliés. Beaucoup se seront rués sur les commandes en ligne, sans trop se soucier de l'énergie électrique consommée et de la force physique de tous ceux qui ont préparé et transporté la dite commande dans des conditions de travail maltraitantes. La reconnaissance souhaitée n'est visiblement pas encore une vraie urgence, d'autres étant prioritaires...

Avec tous ces événements, il nous a été offert du temps libre pour réfléchir et tenter de prendre de nouvelles dispositions, encouragés à se tourner vers des productions locales, écologiques, et réduire les déplacements et la consommation au strict minimum. Du coup, on peut se poser la question de savoir si le bio d'ailleurs est plus judicieux que le classique d'ici. A-t-on le temps, l'énergie, les bonnes connaissances pour faire sa lessive, ses savons, son dentifrice, ses légumes, ses conserves, à la maison et à charge essentielle des femmes? Est-ce que cette tournure d'esprit tiendra sur la longueur quand tous les petits commerces, et les grands, prient tout leur panthéon pour que les citoyens reprennent leurs bonnes vieilles habi-

tudes consommatoires pour pouvoir remonter la pente? Beaucoup de questions, peu de réponses franchement claires.

Ne doutez jamais qu'un petit groupe de citoyens engagés et réfléchis puisse changer le monde. En réalité c'est toujours ce qui s'est passé.

Margaret Mead,
anthropologue américaine

Prenons par exemple l'enthousiasme déclenché par la découverte des biocarburants: au départ, imaginer que les déchets agricoles et alimentaires puissent être transformés en énergie avait de quoi susciter de grands espoirs. Maintenant qu'on apprend que la demande est telle qu'il faut transporter par d'immenses tankers, polluants à souhait, des produits venus du monde entier au détriment de terres agricoles, de forêts, de communautés indigènes, laisse pour le moins pantois.

En prenant chaque point, chaque geste quotidien, l'un près l'autre, on réalise bien qu'il est extrêmement complexe d'avoir une vision globale de l'ensemble des tenants et aboutissants autour d'une démarche qui se veut écologique. Usera-t-on moins de produits chimiques mais plus d'eau, plus de travail physique pour un résultat parfois mitigé? Les forces engagées pour la recherche de solutions portent en elles de nouvelles limites et résistances qui donnent un terrible sentiment d'impasses, de pièges difficilement surmontables. Il est à noter que chacun estime faire des gestes concrets pour réduire son empreinte carbone et trouve toutes sortes d'arguments, parfois très légers,

pour ne pas dire incohérents, pour justifier les efforts qu'il ne peut ou veut pas engager.

L'avenir ne sera ni simple, ni confortable; à cet égard, la facilité et le confort nous ont installés dans une pente glissante passablement vertigineuse.

Alors que reste-t-il à faire, suite à ce constat? Peut-être pourrait-on commencer par consommer moins, mieux, prendre le temps de choisir le plus équitable, cuisiner soi-même, réduire au maximum ses déchets, c'est déjà connu, mais passer tous ses faits et gestes en revue est déjà plus complexe.

Sois le changement que tu veux voir dans le monde.

Ghandi

D'autre part, nous devons en tant que citoyens sommer les instances gouvernementales, nationales et internationales, à s'élever, réguler, poursuivre les faces sombres de l'économie: les pratiques illégales, souvent effectuées dans le cadre d'activités apparemment légales – corruption, entente, extorsion, chantage, appropriation, abus de pouvoir, fraude, évasion fiscale, pollution –, résumées sous le terme de «déviante entrepreneuriale»¹; ou encore les activités légales exercées par les acteurs de l'économie criminelle – blanchiment, entreprises mafieuses –, le tout soigneusement logé dans des paradis fiscaux. Voir disparaître ceux-ci devient aujourd'hui une véritable urgence. Un sacré boulot en perspective, pour tout le monde...

Edith Samba

¹Pour en savoir plus dans ce domaine, le livre *La Face cachée de l'économie* de Clotilde Champeyrache, 2019.

Extrait d'une lettre aux mamans

(...) Quand ce sera fini, nous aurons changé, le monde aura changé. Il sera plus fort, plus sage, plus intelligent; nous serons, je l'espère vivement, plus solidaires, plus équitables, plus attentifs les uns aux autres, aux vulnérables, aux malades, plus attentifs à tous les êtres vivants, à nos semblables, aux femmes, aux hommes, aux enfants, de tous les âges et de tous les pays, mais aussi aux arbres, aux écureuils, aux pinsons.

Cornelia de Preux (signée Iris)

Il est nécessaire de revoir l'échelle des valeurs

Au cours de ces dernières dizaines d'années, l'échelle des valeurs s'est profondément modifiée. L'empathie, la franchise, la sincérité, la solidarité et la spiritualité ont peu à peu été supplantées par la valeur qui malheureusement dirige le monde aujourd'hui: l'argent. Partout, la politique est davantage dirigée par l'intérêt des gouvernements plutôt que par la volonté de contribuer au bien du peuple.

La moindre injustice, où qu'elle soit commise, menace l'édifice tout entier.

Martin Luther King

Comme un lecteur le rappelle (page 2), il y a 438.000 millionnaires en Suisse (hors maison ou appartement propre). Si chacun d'entre eux donnait 100.000 francs, on disposerait d'un capital de plus de 43 milliards de francs, ce qui permettrait de couvrir les dépenses (chômage partiel, prêts aux entreprises et aux commerçants, achat de matériel médical) qui ont été consenties pour limiter les dégâts de la pandémie. Il est permis de rêver!

Priorités aux opprimés

Comment j'espère l'après-coronavirus? Sur le plan suisse, je souhaite que le système néolibéral, qui a creusé les inégalités et les injustices, soit combattu plus énergiquement. Je partage cette déclaration d'Orwell: «*Le mouvement socialiste a autre chose à faire que de se transformer en une association de matérialistes dialectiques; ce qu'il doit être, c'est une ligue des opprimés contre les oppresseurs.*» Quitte à se retirer du Conseil fédéral, le Parti socialiste doit prendre conscience qu'il doit revenir à ses fondamentaux et se préoccuper prioritairement du sort de ceux qui ne profitent pas de la prospérité. Mais, pour cela, il faut qu'il réapprenne à redescendre sur terre. Citons encore Orwell: «*Ce qui me dégoûte le plus chez les gens de gauche, particulièrement chez les intellectuels (ndlr: il y a heureusement de belles exceptions), c'est leur ignorance crasse de la façon dont les choses se passent dans la réalité.*»

Je rêve aussi que les Suisses perdront un peu de leur individualisme et qu'ils retrouveront le plaisir des rencontres

avec d'autres personnes. Avec le développement de la télévision et l'arrivée du smartphone, les contacts directs sont devenus de plus en plus rares et les sociétés, qu'elles soient culturelles ou sportives, s'affaiblissent ou disparaissent.

J'émetts enfin le vœu que les gens réfléchissent aux incohérences dont ils sont responsables. Il est illogique de vouloir payer moins d'impôts et de réclamer davantage de prestations de la part des autorités. Il est déraisonnable de déplorer la fermeture des petits magasins et d'aller faire ses courses de l'autre côté de la frontière ou par Internet. Il est inconséquent de dénoncer l'esclavage ou la dégradation du climat et d'utiliser sans modération des téléphones portables qui consomment beaucoup d'énergie et qui contiennent des matériaux extraits de mines africaines ou sud-américaines par des enfants de 12 ans.

Nous surmonterons cette crise si nous nous concentrons sur ce qui est en notre pouvoir et sur ce que nous pouvons changer. Le monde est plein de possibilités. Cela nous donne de l'espoir et de l'optimisme.

Michel Lager

Ancien président de la Société philanthropique Union

Hypocrisie et manque de courage

Sur le plan international, je rêve d'une Europe plus sociale et plus écologique. Je souhaite aussi que les 27 pays membres de l'Union européenne se préoccupent davantage de la justice fiscale que des cadeaux consentis pour attirer de nouvelles entreprises. J'espère que la Commission européenne aura le courage de mettre en œuvre une véritable politique de redistribution entre les pays riches et les pays pauvres et qu'elle cessera d'aider les régions les plus favorisées.

L'Europe doit prendre conscience qu'elle détient une force économique considérable et qu'elle doit assumer son indépendance vis-à-vis d'autres grandes puissances, notamment les Etats-Unis et la Chine. Il n'est pas nor-

mal de dépendre à 80% de l'Asie pour la fourniture de masques de protection ou de médicaments. Il est aussi regrettable que certains pays, pour des raisons purement économiques, aient sacrifié leur industrie.

Mon pays est le monde, et ma religion est de faire le bien.

Thomas Paine

Une des faiblesses de l'union européenne, c'est qu'elle s'est agrandie trop rapidement et qu'elle n'ait pas été trop regardante sur l'esprit ultra-conservateur et nationaliste de certains pays (par exemple la Hongrie et la Pologne). Je pense aussi qu'il faudrait rompre toutes négociations d'adhésion avec la Turquie.

Un instrument antidémocratique

Au niveau mondial, j'espère que les nations consacreront plus d'argent pour améliorer leur système de santé et moins pour acheter du matériel de guerre. Je souhaite qu'elles condamnent sans équivoque le racisme et l'esclavagisme et que les pays attachés aux Droits de l'homme condamnent ceux qui pratiquent ces usages d'un autre âge.

Enfin, je considère qu'il est indispensable de supprimer le droit de veto que possèdent les 5 membres permanents du Conseil de sécurité. Cet instrument est profondément antidémocratique et empêche l'ONU de dénoncer les atteintes au droit international et les crimes de guerre. Et comment peut-on accepter que l'Arabie Saoudite, un des pays les plus obscurantistes du monde, soit membre de la Commission des Droits de l'homme?

En résumé, je souhaite que le confinement, les gestes d'entraide qu'il a provoqués et les réflexions qu'il a suscitées, incitent les gens, quels que soient leur âge ou leur nationalité, à modifier leur attitude et à œuvrer pour que le monde devienne plus solidaire et plus humain.

Rémy Cosandey

Quel monde après le Covid-19?

Au moment où cet article sera sous presse, nul ne peut dire quelles proportions aura atteint la pandémie du Covid-19.

Certes, il est temps de s'interroger sur le fonctionnement du capitalisme réellement existant. Comment imposer des solutions sociales et écologiques et impulser une transformation politique, contre les néolibéraux de droite et de «gauche» (siégeant dans de nombreux gouvernements, y compris celui de la Suisse)?

Toujours votre société violente et chaotique, même quand elle veut la paix, même quand elle est à l'état d'apparent repos, porte en elle la guerre, comme la nuée dormante porte l'orage.

Discours de Jean Jaurès à l'Assemblée nationale, 7 mars 1895

A court terme le monde de l'après-Covid-19 ressemblera fort à celui d'avant. Pour nous limiter à l'Europe (dont la Suisse fait partie géographiquement, mais pas politiquement): «Aujourd'hui, au sein des principaux Etats et des partis gouvernant l'Europe dans le cadre de 'grandes coalitions', l'austérité et les politiques néolibérales ne semblent pas être remises en question. Même dans le cas d'une mutualisation, les Etats membres les plus touchés obtenant des prêts 'sans conditionnalité' devront dans un futur proche rendre cet argent. Ils devront alors demander de nouveaux prêts pour payer les dettes déjà contractées (un processus sans fin) et alors arriveront en contrepartie les plans d'ajustement structurel. Ainsi la gestion néolibérale du Covid-19 risque de produire une crise de la dette et les réformes austéritaires qui en dériveront, comme celles de 2008, mais en différé. (...) Nous ne pouvons pas uniquement demander d'injecter de l'argent dans des politiques sociales atténuant les conséquences de la crise: fondamentalement, il faut demander comment se paiera la facture. Se pose alors la question de la répartition des richesses. Si nous n'abordons pas ce débat avec des mesures concrètes, ce sera comme en 2008: les classes populaires paieront

et supporteront à nouveau la crise par la socialisation des pertes des grands capitaux» (Miguel Urbán Crespo¹, «Une Europe absente face à la crise», *solidarités*, n° 366, 9.4.2020).

En Suisse, les frontières du réduit national ne nous protègent pas. Il suffisait de lire les positions d'officines patronales – l'Union suisse des arts et métiers (USAM), Economiesuisse et Avenir Suisse (cercle de réflexion ultralibéral) – à la veille du 11 mai (déconfinement, avec la réouverture des magasins, des entreprises et des institutions culturelles).

L'USAM a formulé «des revendications très concrètes. Sur le plan des conditions 'cadres': retour à un strict frein à l'endettement – après que les entreprises auront été largement arrosées par les deniers de l'Etat –, accompagné d'une 'simplification' du système d'imposition et du renoncement à l'introduction de nouveaux impôts, taxes et redevances». Et d'exiger «l'assouplissement et l'extension du temps de travail. Les heures d'ouverture des commerces doivent notamment être élargies, y compris le dimanche. En matière d'assurances sociales et de salaires, le maître mot est plutôt 'réduction': 'Tout doit être mis en œuvre pour éviter que ces coûts n'augmentent'» (Guy Zurkinden², «Programme de choc patronal», *Les Services publics*, Année 101, N° 8, 8.5.2020).

Aux totalitarismes du XX^e siècle ont succédé la tyrannie d'un capitalisme financier qui ne connaît plus de bornes, soumet Etats et peuples à ses spéculations, et le retour de phénomènes de fermeture xénophobe, raciale, ethnique et territoriale.

Stéphane Hessel

Economiesuisse va dans le même sens: «Un programme prévoyant 'un assouplissement temporaire des règles relatives au travail de nuit et le week-end, des horaires d'ouverture des commerces et de l'interdiction de circuler la nuit'». Et de demander «un moratoire pour toute nouvelle

réglementation induisant des coûts» (Guy Zurkinden, op. cit.).

Le capitalisme est un monstre à deux têtes – la banque et le patronat.

Olivier Besancenot

Il n'existe pas de situation sans issue pour le capitalisme réellement existant. Ne tombons pas dans une illusion similaire à celle qui prédominait au début du 20^e siècle dans le mouvement ouvrier et socialiste, à savoir que le capitalisme s'écroulerait finalement sous le poids de ses contradictions. Une position défendue notamment par Karl Kautsky, considéré alors comme le «pape» du marxisme, bien qu'il ait déformé la pensée de Marx et Engels dans un sens positiviste (un point de vue critiqué par Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky³).

En 2019, pour la première fois depuis 1918, des mobilisations massives – la grève féministe du 14 juin et la grève climatique – ont vu descendre dans la rue des centaines de milliers de personnes. Seule la poursuite de ces mobilisations et leur traduction politique permettront un changement radical. Lequel ne passe pas par une future entrée des Verts au gouvernement fédéral...

Hans-Peter Renk

¹ Miguel Urbán Crespo: membre de l'association *Anticapitalistas* (section de la 4^e Internationale dans l'Etat espagnol) et député de Podemos au Parlement européen.

² Guy Zurkinden: rédacteur du journal *Services Publics*, organe du SSP-VPOD pour la Suisse romande.

³ Cf. Rosa Luxemburg, *La crise de la social-démocratie* (brochure de Junius). Marseille, Agone; Toulouse, Smolny, 2014 (Œuvres complètes / Rosa Luxemburg; t. IV); Lénine, *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*. Paris, Union générale d'édition, 1972 (10/18; 728); Rémi Adam (Ed.), «L'ennemi principal est dans notre propre pays»: *L'opposition à la guerre impérialiste: textes de 1914 à 1916*. Pantin, Les Bons Caractères, 2014.

Qu'il est bon de rêver!

Durant les deux mois de confinement dus à la pandémie du coronavirus, les gens se sont mis à rêver d'un monde différent, d'un avenir radieux. Il est vrai que c'était un moment propice pour se laisser aller à la réflexion. Pourquoi ne pas saisir cette occasion pour réfléchir à une nouvelle organisation mondiale?

On pourrait imaginer un monde sans guerre. Des hommes politiques ayant pour ambition de veiller au bien-être de leurs populations. La fin de la corruption, de la rentabilité à tout prix, de la ségrégation, du racisme et de l'esclavage déguisé. Eduquer les enfants afin de remettre à la mode des mots tels que: bonheur, amour, fraternité, humanité, générosité, empathie, compassion, solidarité, connaissance, respect, tolérance, vérité, honnêteté, vigilance afin qu'ils deviennent une seconde nature.

Or, il n'en est rien! Cela n'a pas l'air d'effleurer la pensée des dirigeants des pays occidentaux. La preuve? C'est que très vite, j'ai entendu parler dans les médias de reprise, de relancer la consommation à coup de milliards. Les premiers bénéficiaires de cette manne tombée du ciel, les compagnies d'aviation, le secteur automobile, pour ne citer que ces deux secteurs fortement pollués. Oubliés les artisans, le commerce de proximité! Alors, on peut se poser la question à quoi a servi cette pause forcée? Cet arrêt brutal de l'économie? On peut se le demander, si c'est pour tout recommencer comme avant la pandémie. Vérifier si le bon peuple est toujours un troupeau de moutons, bien dociles? La peur paralyse, c'est connu depuis des lustres! Il n'y a pas que les individus qui ont été confinés, les cervelles aussi!

Certes, ce virus est mortel, le nombre de personnes décédées parle de lui-même. Ce qu'il y a d'étrange dans ce décompte macabre, c'est que pratiquement la moitié des morts décomptés dans la plupart des pays occidentaux sont des personnes âgées résidentes dans des maisons de retraite. On pourrait se poser la question si ces lieux sont des sortes de mouiroirs? Et si ce n'est pas le cas, alors comment se fait-il qu'il n'y ait pas eu une obligation de protéger nos vieux, étant entendu que l'on savait depuis le début que le coronavirus était mortel pour eux. Eh bien non, les autorités des pays industrialisés ont

préférés assigner à résidence toute leur population. Sans exception!

Il faut que tout change pour que rien ne change.

Giuseppe Tomasi di Lampedusa
(Le Guépard de Visconti)

J'en viens donc à me poser d'autres questions. Et si cette immobilisation générale, mondiale n'était qu'une sorte de répétition à l'échelle planétaire? N'oublions pas qu'en un claquement de doigts, pratiquement toute la population occidentale a été confinée. Tous à la niche! Et donc, tout s'est arrêté. C'est comme si la Terre avait cessé de tourner, l'économie est restée figée, et le ciel s'est éclairci. Fini la pollution, l'effet de gaz de serre. Les photos prises par les satellites en sont la preuve. On respire enfin. On entend même chanter les oiseaux dans les villes. Ce qui veut dire en clair qu'il n'est nul besoin de prendre des mesures à long terme pour sauver la planète. Et par conséquent, c'en est fini des projets à long terme en 2050 ou en 2100 pour se mettre au vert. Il suffit de deux petits mois de confinement et tout l'équilibre rentre dans l'ordre,

comme par enchantement. Serait-ce de la magie? Non, de la manipulation!

Alors, dans ce contexte-là, on pourrait se demander pourquoi nous changeons quoi que ce soit dans nos habitudes de consommation. Mesdames et Messieurs, nous avons des réserves d'automobiles invendues. Qui en veut? Profitez des gros rabais sur nos stocks pour changer de voiture! Mesdames et Messieurs, nos compagnies d'aviation sont l'emblème de notre pays, nous ne les laisserons pas mourir et encore moins faire faillite. Nos avions continueront à voler, et qu'importe la pollution. Préférez-vous que nous ayons des millions de chômeurs? Ne changeons rien, pensons à la croissance mondiale. Au diable la pollution puisque nous possédons une baguette magique et un sifflet, qui le moment venu, vous donnera l'ordre de regagner votre niche!

Amis lecteurs, ne croyez pas que je sois pessimiste, je suis simplement réaliste. Tant qu'il n'y aura pas d'obligations impérieuses, de nécessité d'urgence, pourquoi le monde devrait-il changer? Tout est une question de profit, de bénéfice sur cette planète. C'est le commerce qui régit notre monde, et non pas nos rêves. Pour l'instant...

Emilie Salamin-Amar

Coup de gueule

200 fois le salaire d'un conseiller fédéral!

Roger Federer, le héros national suisse des temps modernes, est talentueux, sympathique et a créé une fondation qui vient en aide aux enfants des pays pauvres. Ces qualités ne justifient cependant pas qu'il gagne 106,3 millions de dollars par année, soit 200 fois plus qu'un conseiller fédéral et 2000 fois plus qu'une caissière, une vendeuse ou une aide-infirmière.

De telles différences sont indécentes et prouvent hélas que les personnes qui ont lutté contre la propagation du coronavirus – parfois au prix de leur vie – valent beaucoup moins que des tennismen, des footballeurs ou des hockeys, sportifs qui se contentent de divertir le public ou le téléspectateur. Il serait temps de payer un peu plus les vrais sauveurs du pays et un peu moins ceux qui ne font que flatter le nationalisme ou l'ego de leurs admirateurs.

L'argent des champions ne tombe pas du ciel et c'est nous qui payons de notre poche chaque fois que nous achetons un vêtement, une paire de chaussures, un appareil ménager... ou même un Ragusa. N'oublions jamais que c'est finalement le consommateur qui paie la publicité... et donc les vedettes.

Rémy Cosandey

La fulgurante propagation du coronavirus a montré que les frontières n'existaient plus et que chaque pays dépendait des autres. La pandémie qui a touché des millions de personnes et provoqué la mort de plusieurs centaines de milliers d'entre elles prouve que les problèmes doivent être résolus à l'échelle planétaire. De ce fait, l'article de Marc Gabriel prend tout son sens et s'intègre parfaitement au thème de ce forum.

Forêt cherche respirateur (pas trop) artificiel!

Une courte majorité du peuple brésilien a porté au pouvoir un dingue irresponsable et nostalgique de la dictature; c'est ainsi, nous n'y pouvons rien. Pourtant, j'attends de la communauté internationale qu'elle réagisse. Non pas tant que le choix des Brésiliens pour ce triste personnage ne nous sied guère, mais il faut bien constater que Bolsonaro est un épouvantable «écocidaire» doublé d'un dangereux criminel. Lui, ses ministres, les parlementaires et fonctionnaires corrompus qui soutiennent son régime, tous ces tristes sires donc, doivent être condamnés par la communauté internationale pour crime contre l'humanité! Mais, surtout il faut intervenir pour préserver et sauver ce qui reste de la forêt amazonienne car ils la détruisent, sciemment, pour leurs seuls bénéfices personnels, la plupart du temps en y boutant le feu. Si j'évoque le **crime contre l'humanité**, c'est parce qu'en détruisant ce qu'on appelle souvent le poumon de la planète, ce pseudo-président et ses sbires attaquent directement l'humanité.

Le monde connaît depuis longtemps les lois et les usages internationaux qui gouvernent les espaces maritimes, ou le continent austral. Comme pour les mers et les océans où l'on distingue les eaux territoriales des eaux internationales, ou comme l'Antarctique, sanctuarisé et réservé à l'exploration et à l'expérimentation scientifique, la forêt amazonienne devrait être soustraite aux pays qui la bordent et soumises aux réglementations maritimes. Ainsi chaque pays concerné, (Guyana, Surinam, Guyane française, Brésil, Bolivie, Pérou, Équateur, Colombie et Venezuela), à l'instar des mers et des océans, feraient ce que bon leur semble sur 12 milles nautiques (un peu plus de 22 km) à partir de la lisière de la forêt située dans leurs territoires respectifs. Tout le reste de la forêt doit être immédiatement confié à un organisme international, préservé en l'état, soigné, surveillé et entretenu sans autre espérance que son maintien en condition idoine. Les exploitations minières, agricoles ou autres sises dans ce ter-

ritoire doivent cesser leurs activités sans attendre et être interdites. Seuls les peuples amazoniens ancestraux y resteraient et y vivraient selon leurs us et coutumes, sous protection de l'ONU. Comme pour l'Antarctique, les scientifiques de la communauté internationale pourraient y faire des observations pour le compte de l'humanité entière et non pour le bénéfice des actionnaires des «big pharmas» qui volent aux Indiens de l'Amazonie leurs connaissances immémoriales qu'elles convertissent impunément en juteux brevets.

Quand le dernier arbre sera abattu, la dernière rivière empoisonnée, le dernier poisson pêché, alors vous découvrirez que l'argent ne se mange pas.

Proverbe indien

L'Amazonie est un «océan vert»

Il faut traiter l'Amazonie comme n'importe quel océan bordé de plusieurs États et ne pas la laisser à la merci de quelques avides dictateurs lobotomisés et incompétents. Il en va de la responsabilité humaine. Nous n'avons pas le droit d'abandonner au

bon vouloir de ces criminels ce trésor planétaire qui nous soigne et nous protège malgré notre épaisse ingratitude. Tant pis pour les autonomies nationales et pour les dictatures d'un autre âge! Vive le devoir d'intervention au nom de la planète. Les peuples des pays concernés remercieront la communauté internationale – et nous avec – d'avoir épargné au monde une catastrophe incommensurable. Comble des combles: d'une main le pseudo président tient une allumette tandis que de l'autre, il accuse les ONG. En attendant, il faut que les États dits civilisés s'emparent de ce problème et agissent vite, très vite... L'Amazonie aurait perdu 1345 Km carrés (plus de 2 fois la superficie d'une ville comme Tokyo) en un mois (juillet 2019). L'équivalent de 3 terrains de foot disparaîtraient chaque minute...

Alors, Mesdames et Messieurs les diplomates, avocates et avocats et autres juristes internationaux de tout poil, bardés de diplômes, de doctorats divers et variés, sortez vos recueils de lois, ce qu'il vous reste de bon sens et toute votre intelligence et allez-y... **Rendez son poumon au monde.** Si vous ne le faites pas, vous finirez par manquer d'air, vous cesserez de respirer et nous aussi. C'est vous qui voyez...

Marc Gabriel

Le poumon vert de l'Europe

La moitié des dernières forêts anciennes et primaires d'Europe se trouve sur le territoire de la Roumanie. Malheureusement, elles sont menacées: entre 3 et 9 hectares de forêt sont rasés chaque heure par l'abattage légal ou illégal des arbres. D'après Greenpeace, 45% des forêts vierges répertoriés en 2005 auraient déjà disparu.

Selon la militante écologiste Janinika Lutze, les forêts vierges de Roumanie sont à l'échelle européenne ce que la forêt amazonienne est à l'échelle mondiale. La pauvreté renforce le trafic et la corruption: le salaire mensuel moyen d'un garde forestier est d'environ 2000 leu (460 francs).

Il est temps que les autorités roumaines réagissent vigoureusement et que la Communauté européenne intervienne afin de conserver le poumon vert de l'Europe.

Renseignements tirés de *Echo Magazine*

Propositions concernant le domaine de la santé

Sur le plan sanitaire, la crise du Covid-19 nous a démontré, ce que nous savions depuis longtemps, que le système hospitalier public est le seul bouclier capable de nous protéger lorsque la société et surtout ses membres sont menacés et fragilisés par une crise sanitaire. Et cela malgré une politique menée depuis des années par nos gouvernements, dont la seule vision économique guide leurs décisions, les hôpitaux devenant des institutions de profits, dont certains sont même devenus des sociétés anonymes, favorisant les interventions rentables.

Diminution du nombre de lits

Le nouveau système de financement hospitalier (DRGs) augmente de beaucoup la concurrence entre les hôpitaux et provoque une diminution considérable de la durée moyenne d'hospitalisation (ce qui signifie souvent un danger pour les patients). Cette augmentation de la concurrence a engendré naturellement une réduction du personnel et ce système exige que cette situation empire encore dans le futur. Cette politique s'est concrétisée par une importante diminution de lits (la moitié en dix ans) et, dans certains cantons, par une privatisation de certains services comme la salubrité ou la buanderie et par conséquent par un affaiblissement général du secteur public. Et malgré cela, grâce à la mobilisation de tout le personnel soignant, technique et logistique des hôpitaux publics et aux mesures de confinement, notre système de santé a pu faire face à la pire crise sanitaire que la Suisse a connu depuis des décennies.

Mais notre système a aussi montré ses failles, notamment dans l'approvisionnement de certains matériels (masques, blouses, gants, solution hydro-alcoolique) et une pénurie de médicaments essentiels a pu être évitée grâce aux stocks. Mais cette crise a mis en lumière notre grande dépendance vis-à-vis de certains pays comme la Chine ou l'Inde dans la fabrication de nos médicaments (80% de notre consommation), ce qui met fondamentalement en question notre autonomie sanitaire.

D'autre part, nos autorités ont souvent focalisé leurs politiques sanitaires sur une vision hospitalo-centrique, négligeant le domaine de la santé publique dont on reconnaît aujourd'hui l'importance primordiale, et la première ligne, base du système de santé, la médecine générale. Car c'est à la qualité de la médecine générale et à son accessibilité et non aux super spécialités médicales qu'on juge le niveau d'un système de santé.

Une double injustice

D'autre part, la pénurie du personnel de santé formé en Suisse nous renvoie à une double injustice. Alors que dans le même temps, la demande de personnel de santé augmente dans les pays à hauts revenus qui ne forment pas assez de main-d'œuvre, la main-d'œuvre actuelle étant, en outre, vieillissante et que de surcroît, les besoins en soins de santé s'accroissent en raison du vieillissement de la population et de l'augmentation des affections chroniques, la Suisse va puiser une main-d'œuvre qualifiée dans les pays limitrophes ou parfois même dans des pays en voie de développement (un médecin sur quatre formé en Afrique travaille dans un des pays de l'OCDE). Par exemple le CHUV compte

42% de non Suisses parmi ses employés et les HUG 52%. Beaucoup de frontaliers, mais aussi des ressortissants du Portugal, d'Espagne, d'Europe de l'Est ou de Grèce. En Suisse nous formons moins de la moitié des médecins dont nous avons besoin et cela pour des raisons de concurrence fiscale entre les cantons. Il est bien connu que la formation d'un médecin coûte presque un million de francs. Il est beaucoup plus rentable de les voler à nos pays voisins. L'ASI (Association Suisse des Infirmières) a calculé que jusqu'à 2030 il nous manquera entre 25 et 30'000 infirmières...

Cela pose en dilemme éthique la question du recrutement de ressources humaines dans des pays qui sont déjà frappés par un manque criant et vital de personnel médical et démontre une double injustice. D'une part, nous utilisons pour soigner notre population des personnels de santé dont nous n'avons pas payé la formation et d'autre part, nous affaiblissons des systèmes de santé qui ont bien besoin de cette main d'œuvre qualifiée.

Nos recommandations

- L'arrêt des coupures budgétaires dans le système de santé.
- L'arrêt des privatisations des services non-soignants.
- Le renforcement par l'augmentation des budgets des services de santé publique.
- Que le pays forme un nombre suffisant de personnels de santé, en particuliers des médecins et des infirmières, pour couvrir les besoins de notre population et notamment l'abolition du *numerus clausus* dans les facultés de médecine.
- Une amélioration importante des conditions de travail des infirmières (initiative pour des soins infirmiers forts) car aujourd'hui la moitié des infirmières abandonnent la profession en moyenne 13 ans après le début de leur activité.
- Une réelle sécurité sociale, avec une caisse maladie unique avec des cotisations en fonction des revenus pour arrêter cette gestion schizophrénique basée sur la concurrence entre les hôpitaux, les caisses maladie et l'Etat.
- Le développement des soins à domicile qui ne soient plus basés sur la performance, mais sur la relation infirmière-malade.
- La création de comité de patients dans chaque structure hospitalière.
- La promotion de la médecine de première ligne en soutenant la médecine générale.
- La production des médicaments essentiels sur notre territoire.
- L'abolition du système de financement sur la base des DRG, pour revenir au système de couverture des frais réels des structures sanitaires.
- L'abolition du financement public aux cliniques privées, comme dans la version originale de la LAMAL.
- Une compensation financière versée aux pays d'origine pour la formation des personnels de santé dont nous profitons pour faire fonctionner notre système sanitaire.

Franco Cavalli et Nago Humbert

Manifeste 2020 / Une voix de la société civile suisse après la pandémie

Urgence: pour un autre monde, et ne pas revenir à l'a-normalité

La pandémie de Covid-19 a déclenché un tremblement de terre planétaire – en Suisse comme ailleurs. Son impact en termes sanitaires, économiques, sociaux, culturels et personnels continuera à marquer notre vie sociale pour les années à venir.

L'une des questions les plus urgentes est aujourd'hui la suivante: quel type de société émergera de cette crise sanitaire majeure? Certaines voix critiques soulignent la nécessité d'imaginer UN AUTRE MONDE, un monde qui n'impliquerait pas un retour à l'«anomalie» de l'idéologie pré-pandémique dominante, celle d'une société du profit à tout prix.

Un groupe de personnes d'horizons variés, aux activités et expériences diverses mais partageant globalement des visions politiques et idéologiques progressistes, contribuent à la réflexion qui s'engage à ce propos. Leurs propositions se trouvent synthétisées dans le Manifeste 2020. Leur dénominateur commun est de s'exprimer au titre d'«individus soucieux de l'avenir de l'humanité», comme parties d'un «mouvement planétaire qui vise, après le choc du coronavirus, à reconstruire un monde meilleur et harmonieux».

Le Manifeste 2020, né ce 24 juin, exprime l'apport d'un groupe de personnes, toutes socialement engagées et préoccupées par l'avenir de la Suisse et du monde. Leurs contributions peuvent être consultées sur le site web <https://www.manifeste2020.ch/>. Ce Manifeste se veut l'amorce d'une réflexion. Ses auteur-e-s sont convaincu-e-s que ces textes représentent avant tout un espace de débat citoyen. Cependant, ils espèrent aussi que les recommandations qu'ils suggèrent constitueront une incitation aux changements qu'impliquera la volonté de ne pas revenir à l'anormalité du monde d'avant.

«Le vieux monde a montré ses limites. Il est temps d'imaginer celui de demain, centré sur l'humain, solidaire et respectueux de l'environnement. Citoyennes et citoyens libres et conscient-e-s de nos responsabilités à l'égard des générations futures, nous présentons des propositions, chacune et chacun dans son domaine».

Elles et ils ont contribué à ces réflexions: Cora Antonioli, Barrigue, Michel Bühler, Franco Cavalli, Liliane Christinat, Jacques Dubochet, Sergio Ferrari, Nago Humbert, Amanda Ioset, Alexandre Jollien, Vincent l'Epée, Pierre-Yves Maillard, Anne Papilloud, Philippe Roch, Sergio Rossi, Ana Ziegler, Jean Ziegler, Josef Zisyadis.

Personnes de contact, promoteurs de l'initiative:
Michel Bühler, tél. 076 437 14 55, mbuhler@sunrise.ch
Nago Humbert, tél. 079 649 07 62, nago.humbert@umontreal.ca

Petits extraits d'un manifeste qui allie réalisme et utopie

Plusieurs personnes qui se sont exprimées dans le Manifeste 2020 (voir page 12) ont aimablement accepté de faire un bref résumé de leurs textes. Merci à eux d'enrichir notre forum.

Barrigue

Dessinateur de presse

Je ne crois pas au monde d'après car il y a l'homme d'avant.

Bühler Michel

Chanteur, écrivain

Toute culture a sa langue, toute langue porte sa culture. Notre quotidien est envahi par l'anglo-américain. Ceux qui s'y résignent font leur la civilisation qu'il sert, dont l'expression actuelle est l'impérialisme et l'ultra libéralisme. Il faut parler notre langue.

Lorsqu'on rêve tout seul ce n'est qu'un rêve alors que lorsqu'on rêve à plusieurs c'est déjà une réalité. L'utopie partagée, c'est le ressort de l'Histoire.

Dom Elder Camara

Cavalli Franco

Oncologue, professeur aux facultés de médecine de Berne et Varese, directeur de l'Institut d'oncologie de la Suisse italophone

Voir article en page 11.

Dubochet Jacques

Professeur honoraire de biophysique à l'Université de Lausanne, prix Nobel de chimie

- Version succincte de sa contribution au Manifeste 2020:
- Parce que tous les moyens développés pour vaincre le Covid-19 et co. seront au service de tous,
- Parce que l'humanité gèrera équitablement le petit budget CO2 qui nous reste pour que l'échauffement climatique reste acceptable,
- Parce que nous aurons appris à nous réjouir parcimonieusement de la beauté de la Nature,
- alors, le bonheur de tous sera le bien commun illimité que nous cultiverons tous ensemble.

Ferrari Sergio

Journaliste

La solidarité internationale constitue l'un des biens publics les plus précieux

de l'humanité. Elle implique de penser et d'agir au service de «l'autre», des fois à des centaines ou des milliers de kilomètres. Plus que jamais, après l'impact dévastateur de cette pandémie, il faudra la redéfinir, dans le cadre de la multitude des acteurs progressistes et mouvements sociaux, avec des nouvelles logiques et priorités.

Humbert Nago

Professeur à la Faculté de médecine de l'Université de Montréal, fondateur et ancien président des Médecins du Monde Suisse

Propositions pour la coopération internationale et l'aide humanitaire:

- Que le gouvernement suisse consacre au minimum le 0,7% du PNB pour l'aide au développement;
- Que l'aide soit basée sur les besoins des populations;
- Que les bénéficiaires soient considérés comme des partenaires dans le choix et la gestion des projets financés par la Confédération;
- Que l'action humanitaire ne soit pas privilégiée par rapport à l'aide au développement.

Voir aussi article en page 11 pour le domaine de la santé.

Jollien Alexandre

Philosophe

Toute société solidaire se fonde sur des piliers essentiels: une éducation qui forme des esprits libres et contrecarre les inégalités, un système de santé qui n'exclue personne, une sécurité sociale qui n'abandonne personne. Il s'agit de s'engager tous, citoyens comme Etats, en un projet collectif: lutter contre la précarité, la solitude, la stigmatisation et bâtir une société fraternelle.

L'utopie est la matrice de l'histoire et la sœur jumelle de la révolte.

José Bové

Roch Philippe

Dr en biochimie, ancien secrétaire d'Etat à l'environnement

Je suggère que chacune et chacun d'entre nous, à chaque fois que nous sommes amenés à prendre une décision personnelle, politique ou économique, de nous poser la question: «Parmi les solutions possibles quelle est celle qui contribue le mieux à la préservation de

la Nature, aux équilibres écologiques, au bien commun, à la justice entre les humains et à la paix entre les peuples». En choisissant cette solution je deviens actrice, acteur du monde nouveau.

Aucune carte du monde n'est digne d'un regard si le pays de l'utopie n'y figure pas

Oscar Wilde

Sergio Rossi

Professeur ordinaire de macroéconomie et économie monétaire, Université de Fribourg

La Confédération suisse distribuera à toute personne dont le revenu mensuel disponible est inférieur à 4000 francs des bons d'achat (à dépenser au niveau local) dont le financement reposera sur les recettes fiscales récoltées avec un micro-impôt sur le trafic des paiements scripturaux, permettant à tout individu de mener une existence digne et participer à la vie publique.

Zizyadis Josef

Ancien parlementaire, directeur de la Fondation pour la formation du Goût *L'inscription du principe de la souveraineté alimentaire dans la Constitution et la réorientation de toutes les politiques publiques (communes, cantons, Confédération) pour des augmentations des surfaces de notre avenir alimentaire doit devenir prioritaire. Les semences paysannes libres, les variétés ancestrales doivent être soustraites à la marchandisation et devenir propriété publique. L'ensemble de la production paysanne doit être réorientée vers l'assiette du futur (2050) que les mangeurs disposeront avec à terme une planète de 10 milliards d'habitants: augmentation des légumineuses, plus de fruits et légumes, abolition des exploitations industrielles de viande au profit des filières artisanales (donc réduction de la production carnée), saisonnalité, proximité, interdiction définitive des OGM.*

Ils veulent aussi des changements

Ils ont aussi participé à la rédaction du Manifeste 2020. Nous avons choisi (très librement il est vrai) quelques phrases de leurs textes, tout en invitant les lecteurs de *l'essor* à lire l'ensemble des contributions.

Cora Antonioli

Enseignante, militante syndicale
La crise a mis en lumière les puits dysfonctionnements de notre société, en particulier le désastre provoqué par des décennies de politiques d'austérité dans les services publics et par leur privatisation. Cette crise nous laisse aussi entrevoir ce que pourrait être une société consciente d'une collectivité qui tient par la solidarité et le soutien aux plus fragiles. Cette force collective nécessaire et celle de services publics pouvant réellement satisfaire les besoins fondamentaux de l'ensemble de la population doivent être deux piliers reconnus et valorisés de notre société.

Liliane Christinat

Chargée de mission pour la transition école-métier auprès des élèves de fin de scolarité
Nous devrions vraiment réaliser que nos enfants et adolescents sont devenus des cibles et des victimes du consumérisme. Nous n'avons pas su les protéger des publicités mensongères qui les visent et les harcèlent. Et il est de notre responsabilité d'agir pour que cela change.

Amanda Ioset

Secrétaire générale de Solidarité sans frontière
La crise économique dans laquelle nous sommes plongés va être profonde, et les premiers qui en subissent les effets sont les classes populaires et travailleuses. Inacceptable, alors que ce sont ces mêmes travailleurs qui ont été au front pendant toute la pandémie. Les autorités ne nous écoutent pas, car elles sont au service du projet des multinationales et des classes dominantes. La clef, c'est de s'organiser pour la lutte. Seule une force politique et sociale progressiste, organisée et mobilisée pourra rendre possible la transformation dont l'humanité a besoin.

Vincent l'Epée

Dessinateur de presse
Une image vaut dix mille mots.

Pierre-Yves Maillard

Président de l'Union syndicale suisse, conseiller national
Il faut créer et concrétiser en Suisse et partout dans le monde deux droits fondamentaux: le droit à la formation professionnelle et le droit à un premier emploi. Il n'y a pas de fatalité. L'espoir, la joie de vivre, le rêve sont encore là, tout près de nous. Ils existent dans le cœur des jeunes, qui ont envie de vivre, d'inventer et de créer.

Anne Papilloud

Secrétaire générale, Syndicat suisse romand du spectacle
Les acteur-e-s culturels sont désireux de participer à l'élaboration du paysage culturel de demain. Ils ont des propositions à faire valoir pour une culture locale, durable, ouverte, inclusive, joyeuse et porteuse d'espoir.

Ana Ziegler

Etudiante, membre de Grève pour le climat
Garantie et sauvegarde d'une agriculture suisse responsable, en la priorisant face à la concurrence déloyale du marché international, en la préservant du couperet des mastodontes de la grande distribution qui s'enrichissent de manière indécente grâce à la marge empochée à la revente, et en lui donnant les moyens nécessaires à une transition et production biologique.

Jean Ziegler

Sociologue, vice-président du comité consultatif du Conseil des Droits de l'homme des Nations Unies
Une chose est certaine. Dans la lutte contre le virus, la stratégie capitaliste est un échec. Au cours des dernières générations, les oligarchies du capitalisme financier globalisé ont réussi à démanteler, désarmer l'Etat et à instaurer l'aliénation dans la conscience collective. Face à la pandémie, leur stratégie s'avère meurtrière.

Le coin du potache

Par hasard, vous n'auriez pas vu passer homo sapiens ?

Vous attendiez une prise de conscience, un changement de paradigme, une évolution, quelque chose qui traduise en actes concrets les leçons apprises lors de la pandémie. Vous vous disiez, non sans raison, ça va changer, il y avait un avant, il y aura un après, etc... Eh bien, il faudra déchanter, car nos parlements et nos autorités – mais ils ne sont pas les seuls – ne semblent pas avoir intégré les leçons que NOUS aurions dû en tirer. Tout ce que notre civilisation regrette, c'est l'arrêt des délires footballistiques et autres «compètes» sportives friquées et les sacro-saintes «pertes économiques».

Ah, les pertes économiques, que voilà un joli prétexte pour éviter de réfléchir, ne serait-ce qu'un instant... Pourtant, des sous, il y en a, et il y en a bien assez pour indemniser celles et ceux qui ont souffert et continuent de souffrir. Oui, il y en a bien assez, de ces milliards qui restent là, attendant la résurrection des boutons de guêtres. Que l'on se rassure, des crises il y en aura d'autres car si nous retournons à la «libéralisation» (un très joli mot qui veut dire: étatiser les déficits et privatiser les bénéfiques), nous aurons d'autres virus et donc, d'autres crises.

L'occasion était trop belle, mais apparemment, réfléchir un instant semble trop cher alors que continuer nos inepties... Donc chers amis, aidons nos gros industriels et reprenons la fabrication de nos trucs et nos machins au bilan carbone catastrophique, enrichissons les industries agro-alimentaires tout aussi catastrophiques et nous pourrions continuer à nous enorgueillir du titre d'«homo sapiens».

Je ne sais pas vous, mais je trouve qu'il y a quelque chose qui cloche.

MG

De l'autre côté du miroir

Emilie Salamin-Amar, Planète Lilou, 2020

Appartenir à la race des chanceux, prendre la vie par le bout du cœur, surmonter les bouleversements, oser se perdre pour mieux retrouver son nouveau «moi».

Un homme, fleuriste, métier qu'il exerce avec passion, se trouve soudain l'heureux gagnant du tirage de la Loterie en euro millions. Par cette nouvelle, son cœur faiblit, les millions restent en veilleuse, il est temps de trouver un cœur de remplacement à son organe défaillant. Avec les millions gagnés, il pourra réaliser des rêves et les vivre, surtout ne pas les partager avec une famille éclatée et sans amour.

Un roman écrit à la première personne, intense et subtil par le plaisir de l'immersion, le narrateur étant le personnage principal. L'auteure maîtrise admirablement ce genre de récit à action directe. L'oralité du «je» donne du rythme à l'action et efface la distance entre le personnage devenu narrateur et le lecteur qui partage intimement la vie du protagoniste.

Un cœur greffé, oui, il faudra bien l'approvoiser, «ce cœur qui a des choses à me dire.» Il lui vient alors la certitude que le greffon serait celui d'une donneuse, une femme, quel bonheur! A lui de s'exprimer haut et fort: «elle m'a donné

le meilleur d'elle-même et j'éprouve pour elle un amour infini. Je suis heureux, elle est en moi, elle peint ma vie tel un tapis de fleurs de champs, elle me murmure de l'intérieur d'emprunter d'autres chemins moins linéaires. Ose te perdre.»

C'est cela qui compte désormais, tant pis pour le billet gagnant, perdu et retrouvé maintes fois et jamais encaissé car rendu inutilisable par un coup de destin.

Un magnifique roman à lire et à relire tant il dévoile les facettes de nous-mêmes.

Gloria Barbezat

Suisse-Europe / La séparation après un flirt?

Jean-Claude Rennwald, Editions Livreo-Alphil, 2020

Le livre de Jean-Claude Rennwald sort de presse au bon moment: le 27 septembre prochain, le peuple suisse sera appelé à se prononcer sur l'initiative de l'UDC intitulée «Pour une immigration modérée (initiative de limitation)». Disons-le d'emblée: l'acceptation de cette initiative serait dramatique pour la Suisse, puisque, en raison de la clause dite «guillotine», tous les accords que le pays a conclus (les fameuses Bilatérales) avec l'Europe deviendraient caducs. On n'ose imaginer ce que serait une Suisse isolée au milieu du continent et dont la richesse provient en grande partie de ses exportations.

Journaliste, politologue, syndicaliste, militant actif du Parti socialiste (il a siégé au Conseil national de 1995 à 2011), Jean-Claude Rennwald maîtrise bien son sujet. Le sous-titre de son livre résume son message: 30 questions sur la place de la Suisse en Europe et l'avenir de l'Union européenne. En des termes clairs, des tableaux transparents et des statistiques précises, il explique les enjeux et ne dissimule pas les difficultés qu'il faudra surmonter pour faire évoluer les mentalités.

Qu'est-ce que les accords bilatéraux ont apporté à la Suisse? Pourquoi les syndicats ont-ils exigé des mesures contre le dumping social et salarial? Où irait la Suisse si elle marchait sur les pas de l'UDC? L'Union européenne n'est-elle pas devenue ultralibérale? Est-elle devenue plus écolo ou plus féministe? A-t-elle favorisé la paix? Les grandes puissances (Etats-Unis, Chine, Russie) vont-elles dévorer l'Union euro-

péenne? A toutes ces questions et à bien d'autres, Jean-Claude Rennwald répond avec franchise et conviction.

Comment peut-on être socialiste, syndicaliste et européen? A cette interrogation, l'auteur cite François Mitterrand: «Je suis partagé entre la construction de l'Europe et celle de la justice sociale». Il ajoute: «Et si la gauche politique et syndicale faisait aujourd'hui le pari qu'il est possible de concilier ces deux objectifs, en Europe comme en Suisse? Ce qui permettrait d'avancer en direction d'une Europe et d'une Suisse fières d'accueillir des travailleurs immigrés depuis des décennies voire des siècles,

d'une Europe et de pays riches de leur diversité culturelle et de leur attachement à la démocratie et de leur volonté de construire un continent où la solidarité sociale, l'égalité entre hommes et femmes et le respect de l'environnement ne seront pas de vains mots.»

Le message de Jean-Claude Rennwald sera-t-il entendu le 27 septembre? C'est l'avenir du pays qui est en jeu. Allez voter plutôt que de vous plaindre! Les abstentionnistes n'auront pas l'excuse de l'ignorance du sujet.

Rémy Cosandey

La Suisse résiste

Samuel Embleton, Cabédita, 2020

En 45 planches, l'auteur, qui est également l'illustrateur de la bande dessinée, arrive à résumer la Suisse de 1939 à 1945, avec son esprit de sacrifice et sa volonté de rester libre. On sent qu'il s'est largement documenté pour produire un livre qui reflète bien les réalités de la Deuxième Guerre mondiale.

Grâce à cette bande dessinée et aux commentaires qu'elle contient, on découvre les combats des Forces aériennes suisses contre les escadrilles de la Luftwaffe, les tensions avec l'Allemagne nazie, la décision de défendre la Patrie en se retranchant dans le Réduit national, la quantité des produits autorisés par le rationnement introduit en octobre 1939. On fait connaissance avec le général Guisan et quelques pilotes héroïques, mais aussi avec tous les anonymes qui se sont battus pour conserver l'indépendance du pays.

Le texte est enrichissant et le dessin d'une grande précision. S'il fallait résumer le conflit de 1939-45, le livre de Samuel Embleton y contribuerait grandement.

Y. N.

L'intégration par la technologie

En Suisse, lutter contre la pénurie d'employés en informatique tout en permettant une meilleure intégration des migrants, tel est le défi que s'est lancé Powercoders depuis 2017. Un réfugié turc raconte son parcours, comment de guide touristique il est devenu étudiant tout d'abord en informatique grâce à un cours en ligne de l'EPFL, puis, après un stage chez Powercoders, employé en CDI dans une entreprise créant des sites web. La Powerhouse de Lausanne sera suivie par celle de Zurich et celle de Turin, première antenne à l'étranger. La petite équipe de 10 personnes s'étoffe de bénévoles, de coaches, de tous ces gens qui croient au projet et aident, supervisent ou font profiter de leurs réseaux. Après les trois mois de cours, les participants peuvent effectuer un stage professionnel de six à douze mois. Depuis trois ans, 180 personnes ont participé aux programmes avec un taux de réussite de 60%, satisfaisant. A noter que ces cours servent à une qualification et ne sont pas des programmes d'occupation.

Repenser nos habitats de façon plus collective

Avec le confinement, la question est devenue centrale: comment envisager son logement s'il est destiné à accueillir des pratiques plus variées? C'est la question que se pose Valentin Bourdon, Français, doctorant à l'EPFL en architecture. Son étude avance des propositions simples, comme par exemple associer aux logements des espaces flexibles et mutualisés pour répondre avec plus de réactivité

aux imprévus... des pièces supplémentaires, des volumes plus atypiques ou des cloisonnements plus transformables permettraient d'accueillir davantage d'activités. Le télétravail, même partiel, peut aussi passer par l'aménagement d'espaces adaptés, mis en commun à l'échelle de l'immeuble ou du quartier. Cela aurait pour effet de recentrer la vie urbaine autour de ses logements et de ses habitants. La qualité de vie pourrait en être augmentée.

D'après *L'Illustré* N° 25, juin 2020

Des grands-mères contre la dépression

Dans le domaine de la santé mentale, les pays riches peuvent aussi s'inspirer des pays défavorisés. Une méthode simple d'accès utilisée au Zimbabwe pour traiter les dépressions fait désormais école aux Etats-Unis. Le Zimbabwe ne compte qu'une bonne douzaine de psychiatres pour quatorze millions d'habitants. L'un d'entre eux instaure, avec des moyens très simples, une méthode fondée sur des données scientifiques pour traiter des troubles psychiques fréquents tels que la dépression et les états anxieux. Des grands-mères bénévoles formées à la thérapie comportementale et cognitive, rencontrent des patients sur des bancs dans des parcs. Elles les écoutent et posent des questions les aidant à s'ouvrir et à parler de leurs problèmes. Ce projet «Friendship Bench» rencontre un formidable succès: des enfants reprennent le chemin de l'école, des adultes retrouvent un emploi... une étude clinique indépendante révèle que cette approche s'avère plus efficace que les soins médicaux classiques ou

les thérapies cliniques. Dans les rues de New-York, les résultats semblent aussi prometteurs!

D'après *Un seul monde*, magazine de la DDC, No 2, juin 2020

Les jeunes albanais unis contre la violence sexuelle

L'Albanie reste une société patriarcale dans laquelle les femmes portent le poids des tâches domestiques et sont très souvent tenues pour responsables des violences qu'elles subissent, au nom de «l'honneur de la famille». L'opinion publique, et tout particulièrement la jeunesse du pays, s'est mobilisée après les révélations dans les médias des viols multiples subis par une adolescente de la part du gardien de son école et de plusieurs jeunes de son entourage. Le mouvement part d'un étudiant en médecine et son amie qui organisent un rassemblement à Shkoder le 6 juin, la mobilisation dépasse les frontières, des pères sont aussi venus pour défendre les droits des femmes et des victimes. Une collecte de fonds est lancée dans la diaspora pour la jeune fille et une pétition en ligne réclame la création d'un registre national des personnes jugées pour crimes sexuels sur mineurs.

D'après *24 Heures* du 12.6.2020

Vous aimez l'essor? Faites-le connaître!

Bien que le contenu de l'essor soit apprécié et que nous puissions compter sur un lectorat fidèle, il en va chez nous comme de tous les titres de la presse écrite: le nombre de nos abonnés diminue lentement. C'est pourquoi nous faisons de temps en temps appel à vous, chers lecteurs, pour trouver de nouveaux abonnés.

Communiquez-nous le nom et l'adresse de personnes à qui nous pourrions envoyer quelques numéros à l'essai. Vous pouvez le faire par écrit (voir *Abonnements* dans le rectangle ci-contre), par téléphone (076 425 48 10) ou en remplissant

simplement notre formulaire en ligne: journal-lessor.ch/abo

Par ailleurs, nous cherchons aussi activement un-e responsable de la promotion pour nous aider à faire connaître notre journal (poste non rémunéré comme toutes les autres fonctions). S'adresser au rédacteur responsable: Rémy Cosandey, par tél. 079 273 45 14 ou par courriel: redaction@journal-lessor.ch

Notre prochain numéro comportera un forum libre. Délai pour la remise des textes: 10 septembre 2020.

L'essor

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.

Rédacteur responsable
Rémy Cosandey
Léopold-Robert 53
2300 La Chaux-de-Fonds
032/913 38 08; remy.cosandey@gmail.com

Équipe de rédaction
Christiane Betschen, Mousse Boulanger,
Rémy Cosandey,
Yvette Humbert Fink, Susanne Gerber,
François Iselin, Marc Gabriel Jehouda,
Pierre Lehmann, Emilie Salamin-Amar,
Edith Samba, Bernard Walter,
Margaret Zinder.

Administration et retours
L'Essor - Abonnements
Tunnels 16
2300 La Chaux-de-Fonds
ou par courriel: info@journal-lessor.ch
www.journal-lessor.ch

Abonnement annuel: CHF 36.-
Compte postal: Journal l'Essor, 12-2620-0

Composition et impression
Société coopérative du Journal
de Sainte-Croix - 1450 Sainte-Croix

L'essor - ISSN 1023-5663

délai pour le prochain numéro: 10 septembre 2020
prochain forum: forum libre